

Lutte de classe

Complément du 7 février 2005

Le syndicat Sud-Rail appelle les cheminots français à cesser le travail mardi afin de participer "massivement" aux manifestations contre le contrat première embauche (CPE) du gouvernement.

"Pour faciliter la participation du plus grand nombre aux manifestations et parce que le rôle du syndicalisme est de soutenir celles et ceux qui luttent, la fédération Sud-Rail a déposé un préavis de grève national qui couvre la journée du 7 février", lit-on dans un communiqué de ce syndicat.

Pourquoi limiter cet appel à la grève aux seuls cheminots ?

De son côté, le Parti des travailleurs (PT) par la voix de son secrétaire national a déclaré dans une interview donnée au *Parisien*, le 28 janvier, que *"cette manifestation est à l'initiative des syndicats, pas des partis."*, ajoutant qu'*"il ne doit pas y avoir de confusion. (Informations ouvrières n° 728 p 11)*. Depuis quand les partis politiques devraient-ils s'abstenir d'appeler à une manifestation sous prétexte que les syndicats y appellent ? Depuis quand les syndicats et les partis politiques ne pourraient-ils pas avoir les mêmes mot d'ordre ? En 1969, la CGT et FO, ainsi que les partis ouvriers avaient appelé ensemble à voter non au référendum, oui ou non ? Curieux, non ?

Un faux prétexte évidemment pour ne pas appeler à participer aux manifestations du 7 février, ne parlons même pas d'un mot d'ordre de grève générale de la part du PT, d'ailleurs en lisant la suite, le doute n'est plus permis : *"Notre parti est clair : il faut une alternative qui passe par une rupture avec l'Union européenne et le traité de Maastricht."*, après avoir expliqué *"Je suis surpris de voir François Hollande se déclarer haut et fort contre le CPE en étant pour le traité de Maastricht, dont ce contrat n'est qu'une émanation. Certains cultivent les équivoques."*

Donc si nous comprenons bien, d'une part, aussi longtemps qu'un mot d'ordre ne se situera pas dans la perspective de la rupture avec l'Union européenne, le PT refusera de s'y associer, autant dire que Gluckstein renvoie aux calendes grecques toute participation du PT à une mobilisation de masse. Il tient sans doute à marginaliser un peu plus son parti, ce qui ne peut que donner des arguments supplémentaires à ceux qui le considèrent comme une secte, ce qui n'est pas notre cas.

D'autre part, il persiste à vouloir nous faire croire que Chirac et son gouvernement n'ont plus aucun pouvoir. Dans ces conditions là, à quoi bon le combattre, cela ne sert à rien puisque tout est décidé à Bruxelles. Et puis, on peut se poser une question : si les travailleurs se révèlent aujourd'hui incapables de renverser Chirac et son gouvernement, qui est pourtant à leur portée, géographiquement et politiquement parlant, on se demande bien comment ils pourraient envisager de mettre fin au pouvoir d'une institution européenne autrement plus importante située en dehors de l'hexagone ? Comment les travailleurs pourraient-ils se saisir d'un mot d'ordre aussi éloigné de leurs préoccupations ? C'est impossible évidemment, et comme aucun parti ne remet en cause Chirac et son gouvernement, les travailleurs restent complètement désarmés politiquement. A croire que c'est le but recherché par les uns et les autres, dont le PT.

C'est comme si l'on disait aux malheureux habitants du Darfour au Soudan : vous n'y êtes pas du tout braves gens, votre problème ne se situe pas à Khartoum, la capitale du Soudan, mais non, voyons, votre gouvernement n'y est pour rien ou presque dans votre situation misérable, il obéit aux diktats du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU, tout vient de là, c'est avec eux qu'il faut rompre, c'est pas là qu'il faut commencer... Autant dire qu'ils seront tous morts avant même d'avoir compris un traître mot de ce que vous leur racontez, même si ce que vous leur dites est juste. Ont-ils un autre choix que d'en finir avec le gouvernement en place, en imposant un gouvernement ouvrier et paysan qui rompra avec les institutions internationales capitalistes qui pillent leurs richesses naturelles et les réduisent à la famine, au désespoir et à la guerre civile ?

Le PT confond tactique et stratégie, analyse et mots d'ordre, la théorie et la pratique, sans doute parce que les deux ne sont pas intimement liés.

Quant à la référence aux propos de Hollande, elle est complètement déplacée. Nous n'avons aucune illusion sur le PS et Hollande qui ne *"cultive les équivoques"* que pour mieux trahir les intérêts du prolétariat, faut-il le souligner. Maintenant, s'il prend officiellement position contre le CPE, tant mieux, même si sa position est assortie de conditions allant dans le sens contraire, d'ailleurs, le contraire nous aurait fort étonné connaissant bien le PS. Les

travailleurs retiendront en priorité la condamnation du CPE par Hollande, ce qui va dans le sens de leurs intérêts, sans se soucier du reste, ce qui est regrettable, mais c'est ainsi.

Alors pourquoi lui reprocher de ne pas être sur la ligne de la rupture avec Maastricht ? Laissons la parole à Gluckstein qui vient d'expliquer lors du XIV^e congrès du PT (*Informations ouvrières* n°728 p 8) : "(...) *Dans une assemblée générale d'étudiants, nous ne mettrons pas comme condition pour s'opposer au CPE ou au système LMD que tous les étudiants présents disent "Oui, nous reconnaissons que l'origine est l'Union européenne", mais cela ne nous empêche pas de le dire. Ce sont deux choses différentes. La formulation "nous n'en avons pas fait un préalable" pose mal le problème. Les travailleurs ont-ils le droit de savoir de comprendre, de savoir d'où viennent les attaques ? Cela ne veut pas dire qu'on impose ce point de vue.*", sauf que dans la réalité, c'est bien du contraire qu'il s'agit, comme vient de le prouver Gluckstein.

Oh, nous savons pertinemment ce qu'il va nous répondre : une assemblée générale d'étudiants n'a rien à voir avec le secrétaire national du PS. Et une assemblée de médecins ? (*idem*) Et pourquoi cela ? Peut-être, parce qu'on serait en droit d'attendre autre chose de la part de F. Hollande ? Ne serait-ce pas plutôt parce que Gluckstein prête aux dirigeants du PS des intentions qu'ils n'ont pas et n'auront jamais, et qu'il entretient des illusions dans le PS ? Nous avons beau faire preuve d'une grande indulgence, mais nous ne partagerons pas ces illusions avec lui.

Décidément le PT n'en est plus à une contradiction près. Gageons que tous les élus de tout bord qui se joignent au PT à travers le *Comité pour la reconquête de la démocratie* ne "*cultivent pas les équivoques*". Contrairement à Hollande, eux au moins ils peuvent continuer de militer et de se réclamer de partis favorables à l'Union européenne, tout en proclamant le contraire dès qu'ils endossent la casquette du *Comité pour la reconquête de la démocratie*, sans que cela ne gêne les dirigeants du PT.

Pour notre part, cette double appartenance ne nous dérange pas en soi, alors pourquoi faire un procès d'intention à Hollande ? On pourrait très bien reprocher à Hollande d'avoir laissé passer le CNE, les prétextes ne manquent pas pour s'en prendre à la politique du PS. Pour justifier et camoufler une nouvelle fois la stratégie du PT qui le conduit à soutenir de plus en plus ouvertement le gouvernement ?

La réalisation de l'unité de l'ensemble des partis politiques et des syndicats du mouvement ouvrier pour imposer le retrait du CNE et du CPE, même imparfaite, n'était-elle pas la priorité aujourd'hui ? Le PT préfère jouer la division, ce n'est pas seulement son affaire, c'est celle de l'ensemble des militants et des travailleurs. Nous ajouterons que plusieurs groupes indépendants de militants posent la question du mot d'ordre à la grève générale dès le 7 février. Nous reviendrons prochainement sur le XIV^e congrès du PT qui vient d'avoir lieu.